



CTMEN du 13 décembre 2022

Déclaration liminaire de la FSU

Ce dernier Comité technique ministériel de l'Éducation nationale se tient cinq jours après les élections professionnelles, les premières sous le triste signe de la loi dite de « transformation de la fonction publique » et de ses logiques managériales.

La FSU tient à remercier les collègues qui ont témoigné par leur vote leur confiance dans une organisation syndicale de lutte et de propositions. Elles et ils ont, encore une fois, validé l'orientation d'un syndicalisme soucieux d'être majoritaire, c'est-à-dire ancré dans la réalité du quotidien des professions.

La FSU remercie également l'ensemble des personnels qui ont permis l'organisation de ces élections. Elle salue la qualité des échanges avec les cellules élections, à la DGRH et dans les rectorats.

La FSU déplore cependant un taux de participation globalement inférieur au précédent scrutin de 2018, s'établissant à moins de 40 %, avoisinant le taux des élections de 2014. Le gouvernement porte en effet une lourde responsabilité dans cette baisse de participation. Sa politique de dénaturation des missions et de déni des métiers, de non-reconnaissance du travail quotidien des personnels est un vrai facteur de désaffection. Pour qui en douterait, comment ne pas faire le lien avec les départs et la perte d'attrance pour les carrières de l'éducation ? Et bien sûr, il y a aussi son obstination à imposer le vote électronique ; en faisant sortir l'exercice du droit de vote du lieu de travail, qui plus est sans matérialisation suffisante de l'acte de voter si ce n'est par voie électronique, le gouvernement fragilise la participation depuis quatre élections. Quant au contexte de remise en cause de l'utilité pour les personnels des instances de dialogue social et de la marginalisation du rôle des organisations syndicales, il a joué également. La FSU dénonce avec force l'ensemble des choix politiques du gouvernement qui ont entravé la démocratie au sein de la Fonction publique.

Les AESH, alors qu'elles et ils ont été particulièrement nombreuses et nombreux à ne pas pouvoir exprimer leur vote, se sont malgré tout fortement mobilisés. Elles et ils ont très largement porté leurs suffrages dans les CCP sur les candidatures de la FSU et des organisations syndicales qui, comme elle, revendiquent la création d'un corps de fonctionnaires de catégorie B, une grille de ce même niveau et la suppression des PIAL. La FSU est déterminée à tout faire pour gagner vraiment sur ces revendications.

Une chose est acquise : les militantes et militants de la FSU continueront d'agir avec détermination, au plus près des collègues pour défendre leurs situations individuelles et collective, comme dans les petits et grands combats du monde du travail pour une société démocratique, d'égalité et de justice sociale. C'est le mandat que les électeurs et électrices ont donné à leurs représentant-es FSU au futur Comité social d'administration ministériel de l'Éducation nationale, comme dans les instances supérieures de la Fonction publique.

Et les sujets ne manquent pas dans l'actualité !

Le gouvernement continue de fomenter sa réforme des retraites en cherchant encore les manières et arguments pour justifier de repousser l'âge de départ et/ou allonger la durée de cotisation. Comme il n'y a aucun motif de réforme quant au financement du système, puisque le COR a évacué le sujet dans son dernier rapport, il est probablement en

difficulté pour justifier, sinon que par la nudité de son idéologie de recul social et de dérégulation accrue de la protection sociale, le cœur même de son sinistre projet. C'est sans doute ce qui motive le report d'annonces, dont certaines ont déjà été faites, du 15 décembre prochain au 10 janvier de l'année prochaine.

De plus, les premiers éléments connus de cette nouvelle réforme révèlent qu'aucune mesure n'est envisagée pour réduire les inégalités de pensions femmes/hommes alors même que, hors pension de réversion, elles persistent au taux élevé de 40 %. Un gouvernement qui argue s'attaquer aux inégalités devraient s'attaquer à cette profonde injustice sociale.

Une chose est sûre, la détermination du mouvement syndical tout entier à refuser tout passage en force et toute nouvelle dégradation des conditions de départ en retraites est sans faille. C'est le sens de la déclaration interprofessionnelle du 5 décembre dernier. Assez ! Il est inadmissible que le gouvernement continue plus longtemps sa posture cynique de dialogue social corrélée qui réfute en réalité tout débat de fond sur le cœur du sujet. Pour la FSU, ce qui devrait être discuté, c'est la manière d'améliorer concrètement la situation des personnels qui partent à la retraite et de discuter des financements nécessaires à cet objectif.

La méthode du gouvernement a déjà largement contribué à fracturer le pays. Jusqu'où ira son irresponsabilité ? En tout cas, toutes les manœuvres tacticiennes de celui-ci n'entament rien de la détermination de la FSU à construire la mobilisation des personnels pour améliorer le droit à la retraite et les conditions de départ par l'amélioration des modalités de calcul des pensions, la fin de tout système de décote/surcote, etc.

Le gouvernement a refusé de prendre des mesures générales visant en urgence à protéger les rémunérations et le niveau de vie des personnels . Ces mesures auraient pourtant permis de contribuer à limiter dans le pays les effets récessifs des crises qui secouent l'économie et de consolider la fonction publique et les services publics en assurant que leurs métiers restent ou redeviennent plus attirants. Il renvoie le sujet à des discussions au niveau fonction publique dont il y a lieu de craindre que les recettes mâtinées d'idéologie managériale risquent bien d'être avancées pour esquiver la nécessité de mesures générales, revalorisant les carrières et les rémunérations de tous les personnels. L'heure est à corriger la sédimentation de tous les dénis de reconnaissance de leur travail et engagement professionnels quotidiens qui a cours depuis trop longtemps. « Individualisation », « performance », « travailler plus pour gagner plus », « développement de l'indemnitaire contre l'indiciaire »...autant de choix qui vont en sens inverse de l'égalité salariale femmes/hommes. Toutes les recettes pour éviter de rémunérer justement tout le monde sont éculées et donc à proscrire. La FSU réaffirme la nécessité d'une revalorisation générale des carrières, fondées sur la reconnaissance des qualifications réellement mises en œuvre, sur l'engagement des personnels à la seule force de leur sens du service public et sur la vraie valeur de leurs professionnalités, d'une revalorisation générale qui tienne aussi compte de l'accumulation d'années et d'années de conditions de travail dégradées... Bref, l'austérité, ça suffit !

Concernant la revalorisation des métiers enseignants, la FSU ne peut que dénoncer l'obstination du ministère à imposer un pacte nullement synonyme de revalorisations salariales. Avancer un « s'épuiser plus pour gagner plus » quand les métiers enseignants n'attirent plus, quand de plus en plus de collègues préfèrent le quitter et que celles et ceux qui restent sont submergés par la charge de travail, c'est au mieux une provocation, au pire la confirmation de choix aveuglement idéologiques très éloignés de l'intérêt des personnels. Le « pacte » ministériel promet aussi d'aggraver les inégalités entre les femmes et les hommes : une pseudo-revalorisation masculine. La FSU dénonce ce projet et revendique une revalorisation pour toutes et tous.

La FSU a une toute autre ambition en la matière : elle poursuivra ses combats dans les mobilisations et les instances pour faire de l'égalité professionnelle une réalité salariale pour toutes et tous, pour que tous les métiers et tous les personnels puissent bénéficier de la juste revalorisation de leurs carrières et leurs rémunérations.

Alors que la contestation reste très vive dans les établissements, dans le débat parlementaire et même au-delà (cf les tribunes d'historiens, d'associations professionnelles...) contre le projet de réforme des lycées professionnels, le ministère ne renonce pas à son choix de sacrifier l'avenir de la jeunesse la plus fragile économiquement et scolairement

et celui des métiers de PLP. Les expérimentations Grandjean, qui s'imposent aux collègues à marche forcée dans le cadre du CNR, révèlent la volonté du ministère de faire exploser les grilles horaires disciplinaires nationales au mépris total de la réussite des jeunes aux examens. La FSU réaffirme ici qu'elle mettra tout en œuvre dans l'unité la plus large pour obtenir l'abandon de ce projet. Il est irresponsable de continuer d'affaiblir de la sorte une partie du second degré dont le rôle social est majeur pour notre société.

Hasard du calendrier, ce dernier Comité technique ministériel de l'Éducation nationale est aussi celui qui va discuter de la répartition des emplois pour préparer la prochaine rentrée.

L'actualité récente des élections professionnelles nous l'a montré, l'état de sous-administration de notre ministère, l'insuffisance chronique et structurelle de dotations en emplois administratifs et techniques est patente. Que dire, dans ce contexte, d'un schéma ministériel sans création d'emplois alors que les charges qui pèsent sur ces filières professionnelles augmentent (école inclusive, recrutement et gestion de nouveaux personnels contractuels, mesures RH à mettre en œuvre, ouvertures d'EPL...). Les personnels doivent en plus assumer les errements de réformes mal pensées et les tâches liées à toutes les réorganisations de services sur fond des suppressions de postes des vingt dernières années. Et ce n'est pas la bascule vers RenoiRH qui va régler les problèmes puisque le choix fait est de revoir l'organisation de la déconcentration des actes de gestion pour se caler sur l'architecture d'un logiciel ! Ce n'est évidemment pas la catastrophe qui s'annonce autour d'Op@le et d'Oper@ qui est de nature à rassurer les personnels. Dans ce contexte, la FSU continue de revendiquer des créations de postes administratifs et techniques pour l'administration centrale et dans toutes les académies, les services et établissements.

Pourtant, en première ligne auprès de plus de dix millions d'enfants, de leur famille et d'un million de personnels, les collègues des filières de santé et sociale doivent faire face aux conséquences de la crise Covid et de l'actuelle crise économique qui amplifient les difficultés sociales et de santé. Elles et ils ont pour mission d'écouter, informer et accompagner chacun vers ses droits pour permettre à chaque élève de trouver sa place à l'école, de prévenir le décrochage scolaire, les violences notamment sexistes et sexuelles, le harcèlement entre pairs, de protéger leurs victimes, etc. Elles et ils accompagnent aussi les familles dans leur responsabilité de parents. Avec des effectifs qui ne permettaient déjà pas avant 2020 de répondre aux besoins, la crise alarmante notamment de recrutement dans les secteurs de la santé et du travail social que connaît le pays, il n'est même plus possible d'orienter les publics vers les services extérieurs dont les compétences permettaient une prise en charge plus complète. Pour la FSU, il faut donc créer massivement des postes dans les filières santé et sociale et ouvrir au plus vite une concertation sur la revalorisation salariale de ces professions et indispensable pour que le système éducatif puisse assumer toutes ses missions y compris en matière d'accompagnement sanitaire et social et d'éducation à la santé. La FSU continue de dénoncer comme une profonde injustice le fait que, malgré la publication d'arrêtés allongeant la liste des bénéficiaires, nos collègues restent privé-es de la perception du complément de traitement indiciaire.

Concernant les conditions d'enseignement pour la prochaine rentrée, les premiers chiffres d'inscription aux concours sont déjà alarmants. Nous vous demandons d'ailleurs suite aux annonces du chiffre global donné par Monsieur le Ministre, la répartition des inscrits en fonction des concours et des disciplines. Cette demande, simple, sans caractère relevant d'un quelconque secret-défense (ndlr : les déclarations de la FSU dans les séances du CTMEN ont largement expliqué des années durant combien la politique du ministre Blanquer était désastreuse et dégradante pour le service public d'éducation et ses métiers), est formulée afin de nous épargner l'insoutenable suspense entretenu tout au long du sketch de l'année passée.

Si la situation faite aux rémunérations pèse lourd, les conditions d'enseignement et les surcharges de travail expliquent aussi ce qui est vulgairement appelé « perte d'attractivité du métier. » Le budget 2023 promet de dégrader encore la situation : les suppressions de postes d'ores et déjà prévues sont inacceptables. Il faut engager, corollairement à un plan de revalorisation de l'ensemble des métiers, un plan pluriannuel de créations de postes avec comme objectif le renforcement des conditions de réussite de tous les jeunes, par l'amélioration des conditions de travail pour les personnels et d'études des élèves. Baisser le nombre d'élèves par classe, améliorer les conditions d'enseignements

dégradées par les réformes successives sur fond d'insuffisance de dotation en emplois, renforcer l'enseignement professionnel sous statut scolaire au contraire de ce que prévoit le projet de réforme du lycée professionnel.

Vous l'aurez compris, Monsieur le Ministre (il n'est pas là ? Vous transmettez !), c'est bien un plan pluriannuel de création d'emplois et de revalorisation des carrières pour toutes les filières professionnelles de notre ministère qui est à l'ordre du jour. La loi de Finances pour 2023 ne les prévoient pas ? Qu'à cela ne tienne, il est urgent de préparer le collectif budgétaire pour que la rentrée 2023 ne soit pas la catastrophe que celle de 2022 annonce ! En effet, les mêmes politiques produiront les mêmes effets : il faut en changer ! Maintenant ! Tel est l'enjeu d'un dialogue social plus « stratégique » puisque c'est le slogan de communication politique qui entourait la loi de transformation de la fonction publique... A moins que tout ceci n'était que forfanterie ! Auquel cas, l'irresponsabilité du gouvernement se confirmerait !

La FSU construira toutes les mobilisations, à tous les niveaux, car elle ne versera jamais ni dans le cynisme, ni dans la résignation !